Nouvelles locales du mardi 18 mars 2014

@rib News, 18/03/2014 Justice - Comparution ce mardi matin du vice-président du parti Sahwanya Frodebu devant la Cour anti-corruption. Cet ancien vice-président de la République est apparu après par la maladie et parlait à peine. Son avocat fait savoir qu'ils ont demandé qu'il soit libéré afin qu'il continue à comparaître tout libre tout de sa santé. Maître Fabien Segatwa constate que les débats se sont bien déroulés et qu'ils ont eu le temps suffisant pour montrer à la Cour les raisons de leurs prétentions. De même, il apprécie le fait que le ministère public a estimé qu'il n'y a pas d'obstacle que l'accusé puisse provisoirement être libéré moyennant une caution garantissant sa comparution prochaine devant le Justice. Selon la défense donc, il est logique que la décision des juges à ce sujet ne sera que la libération conditionnelle de Frédéric Bamvuginyumvira, décision attendue dans moins de 48 heures puisque l'affaire a été prise en libération. [rtnb/rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

- Comparution ce mardi matin de 69 personnes membres du parti MSD arrivées le 8 mars courant suite aux incidents entre la Police et les membres de ce parti. Le Procureur les avait divisés en deux groupes dont le premier est composé de 48 personnes qui ont été appréhendées le même jour à la permanence nationale du MSD ou à ses alentours. Le second groupe est composé de 22 personnes arrivées ici et arrêtées par la Police le même jour ou dans les jours qui ont suivi. Tous ont comparu devant la Chambre criminelle du Tribunal de grande instance de la Mairie de Bujumbura, mais la défense a demandé de vider d'abord certaines questions judiciaires. En effet, ils voulaient qu'ils comparaissent devant la Chambre ordinaire au vu des infractions qui leur sont reprochées et non devant la Chambre criminelle. En outre, ils ont demandé de participation à un mouvement insurrectionnel, outrage aux autorités et de lésions corporelles sur les forces de l'ordre. De plus, ils ont demandé du temps pour lire le contenu de leurs dossiers et que les majeurs et les mineurs soient séparés dans la procédure de jugement. La Cour n'a pas accepté ce que les avocats et les accusés demandaient et la plupart des avocats ont préféré sortir estimant qu'ils ne sont pas coutumiers. Malgré ce retrait, l'accusé a continué la Cour accusant seulement l'accusation et le procureur a requis une peine de prison à vie pour tout le premier groupe et parmi le second groupe, il a requis une peine de 15 ans pour 17 personnes ainsi que l'acquittement de 3 personnes alors que les deux mineurs seront entendus demain. L'affaire a été prise en libération et la sentence sera prononcée vendredi. Plusieurs personnes avaient fait le déplacement pour suivre de près cette audience dont les familles de ces personnes ainsi que les représentants de certaines organisations de la société civile burundaise. [rtnb/rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

Education - Le parti Sahwanya Frodebu s'insurge contre la décision du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de renvoyer les étudiants représentants les autres à l'Université du Burundi et à l'École Normale Supérieure. Selon le secrétaire général de ce parti, les réclamations de ces étudiants sont légitimes et fondées puisque la majorité de ces derniers viennent des familles pauvres qui ne pourront plus avoir accès à la formation universitaire si la bourse vient à être suspendue. Euphrasie Bigirimana demande purement et simplement l'annulation de cette mesure de renvoi de certains représentants des étudiants. Qui plus est, elle demande l'annulation ou du moins la suspension de la mesure d'octroi de la bourse à certains étudiants. Elle trouve qu'il s'agit d'une discrimination basée sur le pouvoir financier des familles et demande plutôt une gestion claire des biens de l'Etat afin que certains fonds actuellement dilapidés puissent aider à payer la scolarité des étudiants burundais. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

- Le Recteur de l'université du Burundi vient d'animer une conférence de presse pour affirmer que les étudiants de cette institution doivent personnellement se inscrire aux rôles et aux cours ce lundi 24 mars pour recommencer les cours le lendemain. Selon le professeur Gaston Hakiza, seuls ceux qui veulent étudier seront enseignés et celui qui ne veut pas peut rester chez lui. Il met aussi en garde les étudiants qui tenteraient de manipuler les autres pour les empêcher de prendre cette inscription et précise qu'ils seront punis comme ceux qui ont été renvoyés. [rtnb/rpa/rtr]

Economie - Le prix du café vert vient de passer de 400FBu à 600FBu par kilo depuis ce lundi. L'Intercafé confirme cette bonne nouvelle pour les caféiculteurs et précise que ce prix peut connaître une amélioration si les cours mondiaux affichent une hausse. Pourtant, il demande aux caféiculteurs de présenter ce produit dans les délais auprès des sociétés de dépeçage dans les six heures qui suivent leur cueillette. Cette nouvelle tombe au moment où certains habitants de la province de Ngozi avaient commencé à remplacer le café par d'autres cultures vivrières après avoir constaté qu'il ne leur donne plus de l'argent suffisant et que même l'argent correspondant à leurs ventes leur parvenait très tardivement. [rtnb/isanganiro]- Plus de 234 kilos de Wolframite en provenance du Burundi ont été saisis par la police rwandaise au niveau de la localité de Nyamata de la région du sud du Rwanda le soir de ce lundi. Selon des sources rwandaises, 4 personnes de nationalité rwandaise ainsi que le véhicule qui les transportaient sont détenus à Nyamata et les enquêtes ont commencé. Cela a été possible suite à la mesure des autorités rwandaises d'interdire tout transit des minerais en provenance d'autres pays sur le sol du pays de Kagame. [isanganiro]

Politique Depuis l'assassinat dans le week-end dernier d'un membre du parti Frodebu Nyakuri dans la province de Kirundo, la situation entre les membres des différents partis politiques va de mal en pis dans cette province surtout dans la commune de Mwakiro où certains membres du parti au pouvoir et les partis de l'opposition se regardent en chiens de faïence. Selon la population de cette commune, le représentant du parti CNDD-FDD est pointé du doigt comme le principal instigateur de cette mort d'Ananias Nsababaganwa. Salvator Muvunyi a en effet tenu une réunion le dimanche 9 mars courant avec les membres du CNDD-FDD lors de laquelle il aurait annoncé que mois de mars va être celui de nettoyage des opposants au parti au pouvoir qualifiés de «À IbipingaÀ» et les habitants croient que cette mort constitue un point de départ de ce nettoyage annoncé. Les autorités administratives de la province Kirundo font savoir que la situation est bonne et qu'il n'y a pas de mauvaise cohabitation entre les membres des différents partis politiques dans cette province tout en reconnaissant l'usage de ce mot «À IbipingaÀ» dont la signification n'est pas du tout officielle. [rpa]

Société - L'Association pour la Promotion du Leadership (EPL) vient de sortir un communiqué de presse pour montrer sa position suite aux déclarations du conseil national de la sécurité. Selon le vice-président de cette association, ce conseil n'a pas du tout agi conformément à sa mission. Jean Marie Vianney Gahimbare estime que la RPA n'a pas

aucune faute en diffusant les évènements à la permanence nationale du parti MSD. Selon lui, il devrait y avoir une faute si la RPA a diffusé ce qui n'était pas en train de se passer ou demandé à toute personne capable de prêter main forte ceux qui étaient aux prises avec les policiers. A ce propos, il trouve que les médias ont toujours diffusé en direct des évènements surtout malheureux comme l'incendie du marché central de Bujumbura en janvier 2013 et que les autorités comprises même le conseil national de la sécurité ont approuvé positivement cette attitude. De même, il constate que le communiqué de ce conseil se limite à accuser la RPA d'avoir commis des fautes sans toutefois dire quelles fautes il s'agit. Il déplore également le fait d'accuser certaines organisations de la société civile de propager des enseignements divisionnistes. Selon lui, le rôle de ces organisations est plutôt de faire un clin d'œil au gouvernement mais non de lui opposer un bras de fer. Il demande plutôt au conseil national de la sécurité de tout faire pour s'occuper des problèmes de sécurité qui deviennent de plus en plus réels au Burundi au lieu de se livrer à des incriminations des uns et des autres.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtr]- Selon le représentant ad interim du barreau de Bujumbura, la CNTB est en train de commettre des fautes graves en refusant que les justiciables devant cette cour soient assistés par des avocats. Maître Gabriel Sinarinzi constate que la CNTB viole à ce propos les droits reconnus aux citoyens par la constitution et les textes internationaux que le Burundi a déjà ratifiés à ce sujet, droits d'être assisté par un avocat. Il fait savoir que la CNTB estime que les rapatriés n'ont pas de moyens pour se payer les services d'un avocat, mais que cette explication n'est du tout fondée en droit. Selon lui, tôt ou tard, les décisions de la CNTB seront révisées puisqu'elles auront entraîné la violation de certains droits des parties. Il ajoute qu'ils ont adressé une correspondance au président de la CNTB pour qu'il prenne cette mesure, non écrite nulle part, soit levée. [rpa]